

Henri GRUBER

Après la signature du Pacte de non agression Germano Soviétique la presse locale LE PETIT NICOIS et L'ECLAIREUR DE NICE notamment, la Radio, présentaient l'URSS comme l'allié de Hitler et le Parti Communiste comme une organisation de trahison, ses membres des traîtres à la Nation. La suite des événements démontra qui étaient les traîtres. Beaucoup étaient désorientés par cette campagne.

Malgré cette dernière et la peur des camarades qui n'étaient pas mobilisés, deux distributions de tracts furent effectuées contre cette guerre qui au départ s'annonçait comme catastrophique.

C'était la drôle de guerre et le Gouvernement Daladier auquel participait le Parti Socialiste (le ministre de la justice vice-président du Conseil était socialiste) Une répression jamais connue alors contre les communistes et certains syndicalistes, c'est ainsi que 182 militants furent arrêtés le 20 mars 1940 sans autre forme de procès. Pourquoi? Officiellement nous ne l'avons jamais su. Parmi ces 182 nous étions trois à Antibes TROIANI, ROCHIA de Biot et le signataire. Dans les 182 il y avait de grands mutilés de guerre 14-18 comme FREINET et d'autres que la gendarmerie avait arrêtés au sanatorium de Vence.

Le 22 avril 1942 après 26 mois de camp de concentration, je retournais dans ma famille. Je faisais connaissance de ma fille qui était née en Juin 1940. Sur les quais de la gare de Toulouse j'ai rencontré BERNICHIA décédé quelques mois après ainsi que GRASSI qui a été pendu sur l'avenue de Nice en Juillet 1944.

Les camarades du Parti avaient organisé notre retour, ils nous avaient trouvé des travaux peu pénibles, j'arrosais des rosiers. Il nous faut rendre hommage à l'organisation de solidarité qui bien que clandestine était efficace.

Malgré la répression le Parti continuait. Il était organisé par groupe de trois avec un cloisonnement strict entre chaque élément de façon que s'il en était arrêté un la filière ne pouvait être prise ou remontée bien haut ce qui nous a permis de subsister malgré les arrestations. La lutte était très dure. Les fascistes qu'ils soient français ou italiens nous laissaient aucun répit, mais le Parti tenait bon. La liaison avec les instances dirigeantes était assurée par un courrier des Chantiers de la Ciotat qui se faisait appeler PHILIPPE. Un matin de très bonne heure alors que toute la famille GRASSINI avec PHILIPPE était réunie pour le café des fascistes amenés par le célèbre VENTURI vinrent pour les arrêter, ce que voyant la locataire du dessous qui était italienne discuta un bon moment avec eux donnant ainsi le temps à GRASSINI de passer par une fenêtre et de fuir par les jardins, ils demeuraient Rue de la Pompe.

Il y avait un service technique qui avec Pierrot GRASSINI confectionnait des tracts, reproduisait les journaux clandestins, c'est à cette époque que furent constitués avec Marie BERNICHIA, PISI et bien d'autres la Jeunesse Communiste.

Après le débarquement en Algérie la tâche nous fut encore plus difficile car l'armée italienne surtout l'O.V.R.A. avait la liaison avec la population. Malgré cela la lutte s'amplifiait, la lutte armée prit une plus grande ampleur.

Cette lutte menée d'abord par les F.T.P. M.O.I., fut reprise par les F.T.P.F., il y avait les groupes illégaux qui agissaient dans la clandestinité et les groupes légaux qui faisaient surtout du sabotage, les F.T.P. payèrent cher leurs actions.

C'est à la M.O.I. en accord avec les cheminots que l'on doit le sabotage de l'aiguillage de la Brague qui retint pendant trois jours un convoi de chars Panther se dirigeant vers la Sicile.

Nous étions très bien implantés chez les cheminots avec GARBES, RENAUD qui multipliaient les sabotages des convois allemands. Il y eut bien d'autres sabotages aux Chantiers Navals notamment. A cette époque distribuer des tracts, collecter des fonds pour la Résistance était puni de mort.

En juin 1943, à la suite d'un sabotage de la voie ferrée par les M.O.I. une rafle eut lieu, sous la torture un responsable italien MARIO parla, en plus des tortures physiques, les fascistes l'avaient enfermé dans une loge à cochon avec une truie, les renseignements qu'ils lui arrachèrent permirent d'arrêter deux groupes de la M.O.I. qui furent à l'exception de Joseph AQUILINO, tous les autres moururent en déportation, ainsi ils remontèrent jusqu'à moi.

Je me planquais dans une ferme dans les gorges de la Brague, avec moi il y avait une femme qui sortait de l'hôpital et deux responsables PHILIPPE et MARTIN lorsque l'on entendit les pneus d'une voiture, c'était une Ballila, nous avons fui dans le maquis qui dans cet endroit était impénétrable.

J'entends encore l'officier italien criant hélo, hélo. Au même moment un incendie allumé par un autre groupe de résistants contre une batterie de D.C.A. et les carabiniers partirent précipitamment pour éteindre l'incendie.

Une autre fois revenant de chez ROSSI au Cros de Cagnes en vélo, je crevais sur la route du bord de mer qui à l'époque était en construction. Dès que je fus sur la Route nationale, je me dis tant pis pour le pneu je le changerai, je roulais sur la jante. Une patrouille de G.M.R. me rattrapa, me fit descendre de vélo. Je leur expliquais que j'allais faire de l'herbe pour les lapins. J'avais mis de l'herbe sur le cageot, que j'avais crevé et comme il me restait 5 kilomètres à faire, que la nuit tombait vite, j'avais peur, que le mieux était de rouler à plat. Ils m'intimèrent l'ordre de rouler à pied. Heureusement qu'ils n'ont pas fouillé le cageot où il y avait des tracts appelant à la manifestation du 11 novembre 43. Lorsque les autorités de Vichy ordonnèrent de remettre toutes les armes que l'on possédait même les fusils de chasse et les armes blanches à la Mairie sous peine de poursuites HARCOURT qui était antiquaire me prévint qu'il avait un stock important, qu'il ne voulait pas les remettre et qu'il ne pouvait les conserver dans son entrepôt qu'il fallait les déménager.

Ce que nous fîmes avec ma bicyclette dans un premier temps nous les transportions dans une campagne que GRASSINI Louis avait à St Jean, pour ma part je fis trois voyages avec un arsenal sur le porte-bagage de mon vélo.

Les F.T.P.F. ne restaient pas inactifs. Ils firent sauter trois magasins appartenant à des dirigeants fascistes italiens.

Ceux-ci firent des rafles, arrêtèrent plusieurs camarades qu'ils envoyèrent au Camp de Modane.

En septembre 1943 se fut la débacle italienne. Ces derniers avaient embarqué une batterie d'artillerie sur des wagons. Le convoi était prêt à partir mais le chef de gare ne voulait pas donner le signal au mécanicien tant que Nice ne lui avait pas donné l'ordre. Le mécanicien qui était résistant fit dire aux officiers qu'ils lui mettent le revolver sur le ventre! et qu'immédiatement il conduirait le convoi en Italie.

C'était 8 heures du matin, les quatre officiers qui commandaient le convoi entamèrent de longs palabres et en définitive vers 11 heures deux petites voitures de liaison allemande arrivèrent et à six ils firent prisonniers toute la batterie plus de cent hommes et les pièces. Nous avons pu en faire fuir une douzaine d'entre eux. Les italiens et surtout leur service secret de l'O.V.R.A. nous firent beaucoup de mal, et après le départ de l'armée italienne tous les fascistes se mirent au service de l'armée allemande. Leur chef était un dénommé VENTURI qui à la Libération pu fuir avec les troupes allemandes.

Après la volte face italienne, les troupes allemandes alliées aux fascistes français et italiens, accentuèrent la répression.

De nombreuses rafles furent effectuées surtout parmi les jeunes.

Les F.T.P.F. ont fait sauter le siège de la Milice, ils ont abattu RESMINI chef du Fascio local. Trois F.T.P.F. furent abattus par les allemands et plusieurs autres déportés seul Louis SAMOGGIA en revint et dans quel état. Marie BERNICHIA dut

s'enfuir. Malgré les difficultés et la hargne des collaborateurs et des troupes ennemies notre lutte était plus active.

Collecte de fond, distribution de tracts et journaux, recrutement pour la Résistance F.T.P.F. action contre le Service Travail Obligatoire, les réfractaires nous les dirigions sur St Martin du Var ou ALBERTINI las dans la résistance les faisait partir dans le maquis de l'Esterel ou des Basses-Alpes.

C'est durant l'été 43 que fut reconstituée la C.G.T. avec PASTORELLI Gabriel et que nous avons constitué le Comité de Libération.

Ce ne fut pas chose facile, certains ne voulaient pas collaborer avec les Partis Socialiste et Radical qu'ils considéraient comme responsable de la situation.

Tous exigeaient d'être présents dans le groupe de direction. Cela était impossible, il y aurait eu des réunions de plus de vingt personnes alors que la directive très précise que nous avons et par sécurité était de n'admettre que cinq personnes dans ce que nous appelions le noyau actif et responsable.

Après de nombreuses discussions dans la clandestinité, fut créé le noyau actif composé de cinq membres qui se réunissait chaque fois dans des lieux différents. En faisait parti: OLIVIER Edouard pour le Front National, LIEUTAUD Philippe pour le Parti Socialiste et Radical, LEONETTI Jacques M.U.R., PASTORELLI Gabriel la C.G.T. et GRUBER Henri, le signataire, P.C.F., chacun d'entre nous devait maintenir le contact avec les groupes qui les avaient mandatés. A un certain moment il nous fut demandé d'évacuer la ville, de prévoir d'organiser cette évacuation dans les bois de Clausonne. C'était une folie, tous les groupes de résistants étaient hostiles à cette dernière. Nous demandions que la lutte soit organisée dans la ville. Nous avons organisé les Milices Patriotiques dont le rôle était de préparer la défense et se battre les armes à la main pour notre libération. Nous avons avant avril 1944 trois compagnies de Milices Patriotiques, une à Antibes, une à Biot et une à Vallauris-Golfe Juan.

La suite avec les événements de Normandie et du Front Russe leur recrutement s'accrut.

L'état Major F.F.I. avait décidé que c'était un officier F.T.P.F. qui devait prendre le commandement de la Place d'Antibes, Marceau FAURITE avait été désigné à ce poste mais pour des raisons de santé il ne put en prendre possession.

Ainsi le Comité de Libération proposa de nommer à ce poste le capitaine PULINCK. Celui ci étant officier de l'armée belge, l'Etat Major nous demanda de rechercher un officier français pour assumer cette responsabilité, c'est ainsi que le noyau actif du Comité de Libération présenta à l'unanimité la candidature du Commandant VERINE qui fut acceptée.

Il nous fallut prévoir la nouvelle administration qui devait remplacer l'administration de PETAIN et qui puisse être mise en place avant l'administration que les américains avaient prévu pour les pays occupés l'ARAMCO.

Nous ne voulions plus de statuts de pays occupé même les occupants étant nos alliés. Nous rencontrâmes des difficultés, mais pour chaque poste important nous avons quelqu'un pour le remplir ainsi que pour le Conseil Municipal, le Comité de Libération.

En mars 1944, j'ai été désigné comme responsable syndical dans le Var et j'ai dû rejoindre mon poste.

Je revins à Antibes le 7 ou le 8 septembre 1944.

L'administration que nous avons prévu avait pris ses fonctions.

Certes les difficultés étaient énormes. Pas de ravitaillement, je me souviens que nous avons réquisitionné la cave de BALBY un collaborateur notoire. Nous l'avons échangée avec les américains contre du lait en boite et contre des crèmes de Gruyère (nombreuses étaient les bouteilles de liqueurs récupérées dans la cave

de BALBY).

Le manque de viande et de pain se faisait cruellement sentir.

A Juan les Pins les allemands avaient enlevé le sable pour construire des tranchés anti-chars. Nous devons refaire la plage, ce que nous fîmes sur le plan de Monsieur COPPELO architecte.

A l'hôpital s'organisa un service pour les enfants lesquels avaient terriblement souffert.

Nous devons reconnaître que la grande majorité de la population fit bloc avec nous, que le personnel municipal se mit à notre entière disposition, tous étaient animés d'un même souci reconstruire la France.

Seuls quelques fascistes impénitents tentèrent des sabotages et il y en eut, mais avec l'appui de la population ils furent sans lendemain.



POUR MEMOIRE

Simplement quelques aperçus, quelques repères pour cerner la signification et la profondeur d'un engagement.

- **Années 30.** Participation aux luttes du Front populaire qui allaient, par leurs acquis, bouleverser tout le paysage social des Français : congés payés, semaine de 40 heures, assurances sociales (ancêtres de l'actuelle Sécu).

- **Seconde Guerre mondiale.** Secrétaire dans la clandestinité de l'Union départementale C.G.T. des Alpes-Maritimes.

- Membre du comité de libération d'Antibes, Henri Gruber travaille ensuite avec Benoît Frachon et Henri Raynaut, sous la direction d'Ambroise Croizat, à la mise en place de la Sécurité

sociale issue du Conseil national de la Résistance.

- Participe à la création du Centre d'examen de santé, rue Pasteur à Antibes, et des Mutuelles familiales de travailleurs devenues par la suite Union départementale des Mutuelles de France.

- Président de la Caisse d'allocations familiales des Alpes-Maritimes.

- Membre du conseil d'administration de la caisse régionale de la Sécurité sociale.

Henri Gruber est enfin, cela va de soi, un des militants qui créent l'Union locale d'Antibes.